

**AVANT-PROJET DE CONVENTION SUR LA COMPETENCE ET LES JUGEMENTS ETRANGERS
EN MATIERE CIVILE ET COMMERCIALE¹**

adopté par la Commission spéciale
le 30 octobre 1999

version modifiée (nouvelle numérotation des articles)

**PRELIMINARY DRAFT CONVENTION ON JURISDICTION AND FOREIGN JUDGMENTS
IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS¹**

adopted by the Special Commission
on 30 October 1999

amended version (new numbering of articles)

AVANT-PROJET DE CONVENTION SUR LA COMPETENCE ET LES JUGEMENTS ETRANGERS
EN MATIERE CIVILE ET COMMERCIALE¹

adopté par la Commission spéciale
le 30 octobre 1999

version modifiée (nouvelle numérotation des articles)

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article premier Champ d'application matériel

1. La Convention s'applique en matière civile et commerciale. Elle ne comprend pas, notamment, les matières fiscales, douanières et administratives.
2. Sont exclus du domaine de la Convention:
 - a) l'état et la capacité des personnes;
 - b) les obligations alimentaires;
 - c) les régimes matrimoniaux et les autres effets du mariage ou de relations analogues;
 - d) les testaments et successions;
 - e) l'insolvabilité, les concordats et procédures analogues;
 - f) la sécurité sociale;
 - g) l'arbitrage et les procédures y afférentes;
 - h) les matières maritimes.
3. Un litige n'est pas exclu du domaine de la Convention du seul fait qu'un gouvernement, une agence gouvernementale ou toute autre personne agissant pour le compte de l'Etat y est partie.
4. La Convention n'affecte pas les privilèges et immunités dont jouissent les Etats souverains, leurs émanations ou les organisations internationales.

¹ La Commission spéciale a examiné le fonctionnement des dispositions de cet avant-projet de Convention pour les besoins du commerce électronique. Cette question sera à nouveau examinée par un Groupe d'experts spécialisés réunis au début de l'année 2000.

**PRELIMINARY DRAFT CONVENTION ON JURISDICTION AND FOREIGN JUDGMENTS
IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS¹**

adopted by the Special Commission
on 30 October 1999

amended version (new numbering of articles)

CHAPTER I - SCOPE OF THE CONVENTION

Article 1 Substantive scope

1. The Convention applies to civil and commercial matters. It shall not extend in particular to revenue, customs or administrative matters.
2. The Convention does not apply to –
 - a) the status and legal capacity of natural persons;
 - b) maintenance obligations;
 - c) matrimonial property regimes and other rights and obligations arising out of marriage or similar relationships;
 - d) wills and succession;
 - e) insolvency, composition or analogous proceedings;
 - f) social security;
 - g) arbitration and proceedings related thereto;
 - h) admiralty or maritime matters.
3. A dispute is not excluded from the scope of the Convention by the mere fact that a government, a governmental agency or any other person acting for the State is a party thereto.
4. Nothing in this Convention affects the privileges and immunities of sovereign States or of entities of sovereign States, or of international organisations.

¹ The Special Commission has considered whether the provisions of the preliminary draft Convention meet the needs of e-commerce. This matter will be further examined by a group of specialists in this field who will meet early in the year 2000.

Article 2 Champ d'application territorial

1. Les dispositions du chapitre II s'appliquent devant les tribunaux d'un Etat contractant sauf si toutes les parties ont leur résidence habituelle dans cet Etat. Toutefois, même si toutes les parties ont leur résidence habituelle dans cet Etat:

- a) l'article 4 s'applique si elles sont convenues d'un tribunal ou des tribunaux d'un autre Etat contractant pour connaître du différend;
- b) l'article 12, relatif aux compétences exclusives, s'applique;
- c) les articles 21 et 22 s'appliquent lorsque le tribunal doit déterminer s'il y a lieu de renoncer à exercer sa compétence ou de suspendre la procédure au motif que les tribunaux d'un autre Etat contractant devraient statuer sur le litige.

2. Les dispositions du chapitre III s'appliquent à la reconnaissance et à l'exécution dans un Etat contractant d'un jugement rendu dans un autre Etat contractant.

CHAPITRE II - COMPETENCE

Article 3 For du défendeur

1. Sous réserve des dispositions de la Convention, un défendeur peut être attrait devant les tribunaux de l'Etat de sa résidence habituelle.

2. Aux fins de la Convention, une entité ou une personne autre qu'une personne physique est réputée être habituellement résidente dans l'Etat:

- a) de son siège statutaire,
- b) selon la loi duquel elle a été constituée,
- c) de son administration centrale, ou
- d) de son principal établissement.

Article 4 Election de for

1. Si les parties sont convenues d'un tribunal ou des tribunaux d'un Etat contractant pour connaître des différends nés ou à naître à l'occasion d'un rapport de droit déterminé, ce tribunal ou ces tribunaux sont seuls compétents à moins que les parties n'en aient décidé autrement. Si une convention désigne à titre exclusif un tribunal ou des tribunaux d'un Etat non contractant, les tribunaux des Etats contractants se déclarent incompétents ou sursoient à statuer, sauf si le tribunal ou les tribunaux choisis se sont eux-mêmes déclarés incompétents.

Article 2 Territorial scope

1. The provisions of Chapter II shall apply in the courts of a Contracting State unless all the parties are habitually resident in that State. However, even if all the parties are habitually resident in that State –

- a) Article 4 shall apply if they have agreed that a court or courts of another Contracting State have jurisdiction to determine the dispute;
- b) Article 12, regarding exclusive jurisdiction, shall apply;
- c) Articles 21 and 22 shall apply where the court is required to determine whether to decline jurisdiction or suspend its proceedings on the grounds that the dispute ought to be determined in the courts of another Contracting State.

2. The provisions of Chapter III apply to the recognition and enforcement in a Contracting State of a judgment rendered in another Contracting State.

CHAPTER II - JURISDICTION

Article 3 Defendant's forum

1. Subject to the provisions of the Convention, a defendant may be sued in the courts of the State where that defendant is habitually resident.

2. For the purposes of the Convention, an entity or person other than a natural person shall be considered to be habitually resident in the State –

- a) where it has its statutory seat,
- b) under whose law it was incorporated or formed,
- c) where it has its central administration, or
- d) where it has its principal place of business.

Article 4 Choice of court

1. If the parties have agreed that a court or courts of a Contracting State shall have jurisdiction to settle any dispute which has arisen or may arise in connection with a particular legal relationship, that court or those courts shall have jurisdiction, and that jurisdiction shall be exclusive unless the parties have agreed otherwise. Where an agreement having exclusive effect designates a court or courts of a non-Contracting State, courts in Contracting States shall decline jurisdiction or suspend proceedings unless the court or courts chosen have themselves declined jurisdiction.

2. Une telle convention au sens du paragraphe premier est valable en la forme si elle a été conclue ou confirmée:

- a) par écrit;
- b) par tout autre moyen de communication qui rende l'information accessible pour être consultée ultérieurement;
- c) conformément à un usage régulièrement suivi par les parties;
- d) conformément à un usage dont les parties avaient ou étaient censées avoir connaissance et régulièrement observé par les parties à des contrats de même nature dans la branche commerciale en cause.

3. Les conventions attributives de juridiction ainsi que les stipulations similaires d'actes constitutifs de trust sont sans effet si elles sont contraires aux dispositions des articles 7, 8 et 12.

Article 5 Comparution du défendeur

1. Sous réserve de l'article 12, est compétent le tribunal devant lequel le défendeur procède au fond sans contester la compétence.

2. Le défendeur a le droit de contester la compétence du tribunal au plus tard au moment de sa première défense au fond.

Article 6 Contrats

Le demandeur peut introduire une action contractuelle devant les tribunaux de l'Etat dans lequel:

- a) en matière de fourniture d'objets mobiliers corporels, ceux-ci ont été fournis en tout ou en partie;
- b) en matière de prestation de services, les services ont été rendus en tout ou en partie;
- c) en matière de contrats portant à la fois sur une fourniture d'objets mobiliers corporels et une prestation de services, l'obligation principale a été exécutée en tout ou en partie.

Article 7 Contrats conclus par les consommateurs

1. Le demandeur qui a conclu un contrat pour un usage étranger à son activité professionnelle ou commerciale, ci-après dénommé le consommateur, peut introduire une action devant les tribunaux de l'Etat de sa résidence habituelle, si

- a) la conclusion du contrat sur lequel la demande est fondée est liée aux activités professionnelles ou commerciales que le défendeur a exercées dans cet Etat, ou dirigé vers cet Etat, en particulier en sollicitant des affaires par des moyens de publicité, et

2. An agreement within the meaning of paragraph 1 shall be valid as to form, if it was entered into or confirmed –

- a) in writing;
- b) by any other means of communication which renders information accessible so as to be usable for subsequent reference;
- c) in accordance with a usage which is regularly observed by the parties;
- d) in accordance with a usage of which the parties were or ought to have been aware and which is regularly observed by parties to contracts of the same nature in the particular trade or commerce concerned.

3. Agreements conferring jurisdiction and similar clauses in trust instruments shall be without effect if they conflict with the provisions of Article 7, 8 or 12.

Article 5 Appearance by the defendant

1. Subject to Article 12, a court has jurisdiction if the defendant proceeds on the merits without contesting jurisdiction.
2. The defendant has the right to contest jurisdiction no later than at the time of the first defence on the merits.

Article 6 Contracts

A plaintiff may bring an action in contract in the courts of a State in which –

- a) in matters relating to the supply of goods, the goods were supplied in whole or in part;
- b) in matters relating to the provision of services, the services were provided in whole or in part;
- c) in matters relating both to the supply of goods and the provision of services, performance of the principal obligation took place in whole or in part.

Article 7 Contracts concluded by consumers

1. A plaintiff who concluded a contract for a purpose which is outside its trade or profession, hereafter designated as the consumer, may bring a claim in the courts of the State in which it is habitually resident, if

- a) the conclusion of the contract on which the claim is based is related to trade or professional activities that the defendant has engaged in or directed to that State, in particular in soliciting business through means of publicity, and

- b) les démarches nécessaires à la conclusion du contrat ont été accomplies par le consommateur dans cet Etat.

2. Une action intentée contre le consommateur ne peut être portée par la personne qui a conclu le contrat dans le cadre de ses activités professionnelles ou commerciales que devant les tribunaux de l'Etat de la résidence habituelle du consommateur.

3. Les parties à un contrat au sens du paragraphe premier peuvent convenir d'une élection de for dans une convention conforme aux dispositions de l'article 4:

- a) si leur convention est postérieure au différend; ou
- b) seulement dans la mesure où elle permet au consommateur de saisir un autre tribunal.

Article 8 Contrats individuels de travail

1. En matière de contrat individuel de travail:

- a) le travailleur peut introduire une action contre l'employeur,
 - i) devant les tribunaux de l'Etat dans lequel le travailleur accomplit habituellement son travail ou devant les tribunaux de l'Etat du dernier lieu où il a accompli habituellement son travail, ou
 - ii) lorsque le travailleur n'accomplit pas ou n'a pas accompli son travail habituellement dans le même Etat, devant les tribunaux de l'Etat où se trouve ou se trouvait l'établissement qui a embauché le travailleur;
- b) l'employeur peut introduire une action contre le travailleur,
 - i) devant les tribunaux de l'Etat de la résidence habituelle du travailleur, ou
 - ii) devant les tribunaux de l'Etat dans lequel le travailleur accomplit habituellement son travail.

2. Les parties à un contrat au sens du paragraphe premier peuvent convenir d'une élection de for dans une convention conforme aux dispositions de l'article 4:

- a) si leur convention est postérieure à la naissance du différend, ou
- b) seulement dans la mesure où elle permet au travailleur de saisir d'autres tribunaux que ceux indiqués au présent article et à l'article 3 de la Convention.

Article 9 Succursales [et activité commerciale habituelle]

Le demandeur peut introduire une action devant les tribunaux de l'Etat dans lequel est situé une succursale, agence ou tout autre établissement du défendeur [, ou dans lequel le défendeur a exercé par d'autres moyens une activité commerciale habituelle], si le litige est directement lié à l'activité de cette succursale, agence ou cet établissement [ou à cette activité commerciale habituelle].

b) the consumer has taken the steps necessary for the conclusion of the contract in that State.

2. A claim against the consumer may only be brought by a person who entered into the contract in the course of its trade or profession before the courts of the State of the habitual residence of the consumer.

3. The parties to a contract within the meaning of paragraph 1 may, by an agreement which conforms with the requirements of Article 4, make a choice of court –

a) if such agreement is entered into after the dispute has arisen, or

b) to the extent only that it allows the consumer to bring proceedings in another court.

Article 8 Individual contracts of employment

1. In matters relating to individual contracts of employment –

a) an employee may bring an action against the employer,

i) in the courts of the State in which the employee habitually carries out his work or in the courts of the last State in which he did so, or

ii) if the employee does not or did not habitually carry out his work in any one State, in the courts of the State in which the business that engaged the employee is or was situated;

b) a claim against an employee may be brought by the employer only,

i) in the courts of the State where the employee is habitually resident, or

ii) in the courts of the State in which the employee habitually carries out his work.

2. The parties to a contract within the meaning of paragraph 1 may, by an agreement which conforms with the requirements of Article 4, make a choice of court –

a) if such agreement is entered into after the dispute has arisen, or

b) to the extent only that it allows the employee to bring proceedings in courts other than those indicated in this Article or in Article 3 of the Convention.

Article 9 Branches [and regular commercial activity]

A plaintiff may bring an action in the courts of a State in which a branch, agency or any other establishment of the defendant is situated, [or where the defendant has carried on regular commercial activity by other means,] provided that the dispute relates directly to the activity of that branch, agency or establishment [or to that regular commercial activity].

Article 10 Délits

1. Le demandeur peut introduire une action délictuelle devant les tribunaux de l'Etat:
 - a) dans lequel a eu lieu l'acte ou l'omission à l'origine du dommage, ou
 - b) dans lequel le dommage a pris naissance, sauf si le défendeur établit que la personne dont la responsabilité est invoquée ne pouvait raisonnablement prévoir que l'acte ou l'omission était susceptible de produire un dommage de même nature dans cet Etat.
2. Le paragraphe 1 b) ne s'applique pas aux préjudices résultant de pratiques anti-concurrentielles, notamment les prix imposés ou les abus de position dominante, ou résultant des ententes visant à provoquer des pertes économiques.
3. Le demandeur peut également introduire une action conformément aux dispositions du paragraphe premier lorsque soit l'acte ou l'omission, soit le dommage est susceptible de se produire.
4. Si une action est introduite devant les tribunaux d'un Etat en vertu seulement du lieu où le dommage a pris naissance ou est susceptible de se produire, ces tribunaux ne sont compétents que pour le dommage survenu ou pouvant survenir dans cet Etat, sauf si la partie lésée a sa résidence habituelle dans cet Etat.

Article 11 Trusts

1. Dans les actions concernant la validité, l'interprétation, les effets, l'administration ou la modification d'un trust créé volontairement et dont la preuve est apportée par écrit, sont seuls compétents les tribunaux d'un Etat contractant choisis à cet effet dans l'acte constitutif du trust. Lorsque l'acte constitutif du trust désigne un tribunal ou des tribunaux d'un Etat non contractant, les tribunaux des Etats contractants se déclarent incompétents ou sursoient à statuer, sauf si le tribunal ou les tribunaux choisis se sont eux-mêmes déclarés incompétents.
2. En l'absence d'une telle élection de for, une action peut être intentée devant les tribunaux de l'Etat:
 - a) dans lequel est situé le lieu principal d'administration du trust;
 - b) dont la loi est applicable au trust;
 - c) avec lequel le trust a les liens les plus étroits aux fins de l'action.

Article 12 Compétences exclusives

1. Si l'action porte sur des droits réels immobiliers ou des baux d'immeubles, sont seuls compétents les tribunaux de l'Etat contractant où l'immeuble est situé, sauf si, en matière de baux d'immeubles, le locataire a sa résidence habituelle hors de cet Etat.
2. Si l'action porte sur la validité, la nullité ou la dissolution d'une personne morale ou la validité ou la nullité des décisions de ses organes, sont seuls compétents les tribunaux de l'Etat contractant dont la loi régit la personne morale.

Article 10 Torts or delicts

1. A plaintiff may bring an action in tort or delict in the courts of the State –
 - a) in which the act or omission that caused injury occurred, or
 - b) in which the injury arose, unless the defendant establishes that the person claimed to be responsible could not reasonably have foreseen that the act or omission could result in an injury of the same nature in that State.
2. Paragraph 1 b) shall not apply to injury caused by anti-trust violations, in particular price-fixing or monopolisation, or conspiracy to inflict economic loss.
3. A plaintiff may also bring an action in accordance with paragraph 1 when the act or omission, or the injury may occur.
4. If an action is brought in the courts of a State only on the basis that the injury arose or may occur there, those courts shall have jurisdiction only in respect of the injury that occurred or may occur in that State, unless the injured person has his or her habitual residence in that State.

Article 11 Trusts

1. In proceedings concerning the validity, construction, effects, administration or variation of a trust created voluntarily and evidenced in writing, the courts of a Contracting State designated in the trust instrument for this purpose shall have exclusive jurisdiction. Where the trust instrument designates a court or courts of a non-Contracting State, courts in Contracting States shall decline jurisdiction or suspend proceedings unless the court or courts chosen have themselves declined jurisdiction.
2. In the absence of such designation, proceedings may be brought before the courts of a State –
 - a) in which is situated the principal place of administration of the trust;
 - b) whose law is applicable to the trust;
 - c) with which the trust has the closest connection for the purpose of the proceedings.

Article 12 Exclusive jurisdiction

1. In proceedings which have as their object rights in rem in immovable property or tenancies of immovable property, the courts of the Contracting State in which the property is situated have exclusive jurisdiction, unless in proceedings which have as their object tenancies of immovable property, the tenant is habitually resident in a different State.
2. In proceedings which have as their object the validity, nullity, or dissolution of a legal person, or the validity or nullity of the decisions of its organs, the courts of a Contracting State whose law governs the legal person have exclusive jurisdiction.

3. Si l'action porte sur la validité ou la nullité des inscriptions sur les registres publics, sont seuls compétents les tribunaux de l'Etat contractant dans lequel ces registres sont tenus.

4. Si l'action porte sur l'inscription, la validité [, ou] la nullité [, la résiliation ou la violation des droits résultant] de brevets, marques, dessins et modèles, et autres droits analogues donnant lieu à un dépôt ou enregistrement, sont seuls compétents les tribunaux de l'Etat contractant dans lequel le dépôt ou l'enregistrement a été demandé, a été effectué ou est réputé avoir été effectué aux termes d'une convention internationale. Cette règle ne s'applique pas aux droits d'auteur ni aux droits voisins même si ces droits peuvent faire l'objet d'un dépôt ou enregistrement.

[5. En ce qui concerne les actions portant sur la violation d'un brevet, le paragraphe précédent n'exclut pas la compétence de tout autre tribunal en vertu de la Convention ou du droit national d'un Etat contractant.]

[6. Les paragraphes précédents ne s'appliquent pas lorsque le tribunal est saisi de ces questions à titre incident.]

Article 13 Mesures provisoires et conservatoires

1. Le tribunal compétent pour connaître du fond du litige en vertu des articles 3 à 12 est compétent pour prononcer toute mesure provisoire ou conservatoire.

2. Les tribunaux de l'Etat de la situation des biens sont compétents pour prononcer toute mesure provisoire ou conservatoire limitée à ces biens.

3. Le tribunal d'un Etat qui n'est pas compétent en vertu des paragraphes 1 et 2, peut prononcer des mesures provisoires ou conservatoires:

- a) si leur exécution est limitée au territoire de cet Etat, et
- b) si elles sont destinées à la protection temporaire d'une action au fond déjà pendante ou à former par le requérant.

Article 14 Pluralité de défendeurs

1. Le demandeur qui introduit une action contre un défendeur devant un tribunal de l'Etat de la résidence habituelle de ce défendeur peut agir également devant ce tribunal contre d'autres défendeurs qui n'ont pas leur résidence habituelle dans cet Etat lorsque:

- a) la demande dirigée contre le défendeur qui a sa résidence habituelle dans cet Etat et la demande dirigée contre les autres défendeurs sont si étroitement liées qu'elles doivent être décidées ensemble afin d'éviter un risque sérieux de jugements inconciliables, et
- b) pour chacun de ceux qui n'ont pas leur résidence habituelle dans cet Etat, il existe un lien substantiel entre cet Etat et le litige concernant ce défendeur.

2. Le paragraphe précédent ne s'applique pas au codéfendeur qui invoque une clause attributive de juridiction exclusive convenue avec le demandeur et conforme à l'article 4.

3. In proceedings which have as their object the validity or nullity of entries in public registers, the courts of the Contracting State in which the register is kept have exclusive jurisdiction.

4. In proceedings which have as their object the registration, validity, [or] nullity[, or revocation or infringement,] of patents, trade marks, designs or other similar rights required to be deposited or registered, the courts of the Contracting State in which the deposit or registration has been applied for, has taken place or, under the terms of an international convention, is deemed to have taken place, have exclusive jurisdiction. This shall not apply to copyright or any neighbouring rights, even though registration or deposit of such rights is possible.

[5. In relation to proceedings which have as their object the infringement of patents, the preceding paragraph does not exclude the jurisdiction of any other court under the Convention or under the national law of a Contracting State.]

[6. The previous paragraphs shall not apply when the matters referred to therein arise as incidental questions.]

Article 13 Provisional and protective measures

1. A court having jurisdiction under Articles 3 to 12 to determine the merits of the case has jurisdiction to order any provisional or protective measures.

2. The courts of a State in which property is located have jurisdiction to order any provisional or protective measures in respect of that property.

3. A court of a Contracting State not having jurisdiction under paragraphs 1 or 2 may order provisional or protective measures, provided that –

- a) their enforcement is limited to the territory of that State, and
- b) their purpose is to protect on an interim basis a claim on the merits which is pending or to be brought by the requesting party.

Article 14 Multiple defendants

1. A plaintiff bringing an action against a defendant in a court of the State in which that defendant is habitually resident may also proceed in that court against other defendants not habitually resident in that State if –

- a) the claims against the defendant habitually resident in that State and the other defendants are so closely connected that they should be adjudicated together to avoid a serious risk of inconsistent judgments, and
- b) as to each defendant not habitually resident in that State, there is a substantial connection between that State and the dispute involving that defendant.

2. Paragraph 1 shall not apply to a codefendant invoking an exclusive choice of court clause agreed with the plaintiff and conforming with Article 4.

Article 15 Demande reconventionnelle

Le tribunal qui est compétent pour connaître d'une demande selon les dispositions de la Convention l'est également pour connaître d'une demande reconventionnelle résultant de la relation contractuelle ou des faits sur lesquels la demande originaire est fondée.

Article 16 Appel en garantie et intervention

1. Le tribunal qui est compétent pour connaître d'une demande selon les dispositions de la Convention l'est également pour statuer sur un appel en garantie ou une intervention, si le droit national le permet, à condition qu'il existe un lien substantiel entre cet Etat et le litige concernant le tiers.

2. Le paragraphe premier ne s'applique pas à l'égard du tiers qui invoque une clause attributive de juridiction exclusive convenue avec le défendeur et conforme à l'article 4.

Article 17 Compétence fondée sur le droit national

Sous réserve des articles 4, 5, 7, 8, 12 et 13, la Convention ne porte pas atteinte à l'application des règles de compétence des Etats contractants prévues par leur droit national, à condition qu'elle ne soit pas interdite en vertu de l'article 18.

Article 18 Compétences interdites

1. Lorsque le défendeur a sa résidence habituelle dans un Etat contractant, l'application d'une règle de compétence prévue par le droit national d'un Etat contractant est interdite lorsqu'il n'y a pas de lien substantiel entre cet Etat et le litige.

2. En particulier, une compétence ne peut être mise en œuvre par les tribunaux d'un Etat contractant si elle est fondée uniquement sur un ou plusieurs des critères suivants, notamment:

- a) la présence ou la saisie dans cet Etat de biens du défendeur, sauf si le litige est directement lié à ces biens;
- b) la nationalité du demandeur;
- c) la nationalité du défendeur;
- d) le domicile, la résidence habituelle ou temporaire, ou la présence du demandeur dans cet Etat;
- e) la poursuite d'activités commerciales ou autres par le défendeur sur le territoire de cet Etat, sauf si le litige est directement lié à ces activités;
- f) l'assignation délivrée au défendeur dans cet Etat;
- g) la désignation unilatérale du tribunal par le demandeur;
- h) la procédure d'exequatur, d'enregistrement ou d'exécution d'un jugement dans cet Etat, sauf si le litige est directement lié à ces procédures;

Article 15 Counter-claims

A court which has jurisdiction to determine a claim under the provisions of the Convention shall also have jurisdiction to determine a counter-claim arising out of the transaction or occurrence on which the original claim is based.

Article 16 Third party claims

1. A court which has jurisdiction to determine a claim under the provisions of the Convention shall also have jurisdiction to determine a claim by a defendant against a third party for indemnity or contribution in respect of the claim against that defendant to the extent that such an action is permitted by national law, provided that there is a substantial connection between that State and the dispute involving that third party.

2. Paragraph 1 shall not apply to a third party invoking an exclusive choice of court clause agreed with the defendant and conforming with Article 4.

Article 17 Jurisdiction based on national law

Subject to Articles 4, 5, 7, 8, 12 and 13, the Convention does not prevent the application by Contracting States of rules of jurisdiction under national law, provided that this is not prohibited under Article 18.

Article 18 Prohibited grounds of jurisdiction

1. Where the defendant is habitually resident in a Contracting State, the application of a rule of jurisdiction provided for under the national law of a Contracting State is prohibited if there is no substantial connection between that State and the dispute.

2. In particular, jurisdiction shall not be exercised by the courts of a Contracting State on the basis solely of one or more of the following –

- a) the presence or the seizure in that State of property belonging to the defendant, except where the dispute is directly related to that property;
- b) the nationality of the plaintiff;
- c) the nationality of the defendant;
- d) the domicile, habitual or temporary residence, or presence of the plaintiff in that State;
- e) the carrying on of commercial or other activities by the defendant in that State, except where the dispute is directly related to those activities;
- f) the service of a writ upon the defendant in that State;
- g) the unilateral designation of the forum by the plaintiff;
- h) proceedings in that State for declaration of enforceability or registration or for the enforcement of a judgment, except where the dispute is directly related to such proceedings;

- i) la résidence temporaire ou la présence du défendeur dans cet Etat;
- j) le lieu de signature du contrat dont dérive le litige.

3. Cet article n'exclut pas qu'un tribunal d'un Etat contractant exerce sa compétence, en vertu du droit national, dans le cadre d'une action [tendant à la réparation] [en indemnité] fondée sur un comportement qui constitue:

Variante No 1:

- a) un génocide, un crime contre l'humanité ou un crime de guerre [, tels que définis par le Statut de la Cour pénale internationale]; ou]
- b) un crime grave selon le droit international contre une personne physique; ou]
- c) une grave violation des droits fondamentaux inaliénables de la personne reconnus par le droit international, telle que la torture, l'esclavage, le travail forcé et la disparition de personnes].

[Les alinéas (b) et c) ci-dessus ne s'appliquent que si la partie demandant réparation est exposée au risque d'un déni de justice au motif qu'une procédure dans un autre Etat se révèle impossible ou qu'il ne peut être raisonnablement exigé qu'elle y soit introduite.]

Variante No 2:

un crime grave selon le droit international, si cet Etat exerce sa compétence pénale sur ce crime en vertu d'un traité international auquel il est Partie et que la demande tend à obtenir une indemnisation civile d'un décès ou d'une grave blessure corporelle résultant de ce crime.]

Article 19 Autorité du tribunal saisi

Lorsque le défendeur ne comparait pas, le tribunal vérifie qu'il ne lui est pas interdit d'exercer sa compétence en vertu de l'article 18:

- a) si le droit national l'exige; ou
 - b) à la demande du demandeur; ou
 - c) à la demande du défendeur, même après que le jugement a été rendu, selon la procédure du droit national; ou]
 - d) si l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a été signifié ou notifié au défendeur dans un autre Etat contractant.]
- ou
- d) s'il apparaît des documents produits par le demandeur que l'adresse du défendeur se trouve dans un autre Etat contractant.]

- i) the temporary residence or presence of the defendant in that State;
- j) the signing in that State of the contract from which the dispute arises.

3. Nothing in this Article shall prevent a court in a Contracting State from exercising jurisdiction under national law in an action [seeking relief] [claiming damages] in respect of conduct which constitutes –

Variant One:

- (a) genocide, a crime against humanity or a war crime[, as defined in the Statute of the International Criminal Court]; or]
- (b) a serious crime against a natural person under international law; or]
- (c) a grave violation against a natural person of non-derogable fundamental rights established under international law, such as torture, slavery, forced labour and disappeared persons].

[Sub-paragraphs (b) and] c) above apply only if the party seeking relief is exposed to a risk of a denial of justice because proceedings in another State are not possible or cannot reasonably be required.]

Variant Two:

a serious crime under international law, provided that this State has established its criminal jurisdiction over that crime in accordance with an international treaty to which it is a party and that the claim is for civil compensatory damages for death or serious bodily injury arising from that crime.]

Article 19 Authority of the court seised

Where the defendant does not enter an appearance, the court shall verify whether Article 18 prohibits it from exercising jurisdiction if –

- a) national law so requires; or
 - b) the plaintiff so requests; or
 - c) the defendant so requests, even after judgment is entered in accordance with procedures established under national law; or]
 - [d) the document which instituted the proceedings or an equivalent document was served on the defendant in another Contracting State.]
- or
- [d) it appears from the documents filed by the plaintiff that the defendant's address is in another Contracting State.]

Article 20

1. Le juge est tenu de surseoir à statuer aussi longtemps qu'il n'est pas établi que l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent contenant les éléments essentiels de la demande a été notifié au défendeur en temps utile et de telle manière qu'il puisse se défendre, ou que toute diligence a été faite à cette fin.

[2. Le paragraphe premier ne fera pas obstacle à l'application des instruments internationaux relatifs à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, conformément à la loi du for.]

[3. Le paragraphe premier ne s'applique pas, en cas d'urgence, aux mesures provisoires et conservatoires.]

Article 21 Litispendance

1. Lorsque les mêmes parties sont engagées dans des procédures devant des tribunaux d'Etats contractants différents et que ces procédures ont la même cause et le même objet, quelles que soient les prétentions des parties, le tribunal saisi en second lieu suspend la procédure si le tribunal premier saisi est compétent et s'il est à prévoir que ce tribunal rendra un jugement susceptible d'être reconnu en vertu de la Convention dans l'Etat du tribunal saisi en second lieu, sauf si ce dernier est exclusivement compétent en vertu des articles 4 ou 12.

2. Le tribunal saisi en second lieu renonce à exercer sa compétence aussitôt qu'un jugement rendu par le tribunal premier saisi lui est présenté qui remplit les conditions de reconnaissance ou d'exécution en vertu de la Convention.

3. A la demande d'une partie, le tribunal saisi en second lieu peut statuer sur le litige si le demandeur devant le tribunal premier saisi n'a pas entrepris les démarches nécessaires pour obtenir une décision au fond ou si ce tribunal n'a pas rendu une telle décision dans un délai raisonnable.

4. Les dispositions des paragraphes précédents s'appliquent au tribunal saisi en second lieu même si sa compétence est fondée sur le droit national de cet Etat conformément à l'article 17.

5. Aux fins de l'application de cet article, le tribunal est réputé saisi:

- a) lorsque l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent est déposé auprès du tribunal, ou
- b) si l'acte doit être signifié ou notifié avant d'être déposé auprès du tribunal, lorsqu'un tel acte est, soit reçu par l'autorité chargée de la signification ou de la notification, soit signifié ou notifié au défendeur.

[Le cas échéant, le temps universel est déterminant.]

Article 20

1. The court shall stay the proceedings so long as it is not established that the document which instituted the proceedings or an equivalent document, including the essential elements of the claim, was notified to the defendant in sufficient time and in such a way as to enable him to arrange for his defence, or that all necessary steps have been taken to that effect.

[2. Paragraph 1 shall not affect the use of international instruments concerning the service abroad of judicial and extrajudicial documents in civil or commercial matters, in accordance with the law of the forum.]

[3. Paragraph 1 shall not apply, in case of urgency, to any provisional or protective measures.]

Article 21 Lis pendens

1. When the same parties are engaged in proceedings in courts of different Contracting States and when such proceedings are based on the same causes of action, irrespective of the relief sought, the court second seised shall suspend the proceedings if the court first seised has jurisdiction and is expected to render a judgment capable of being recognised under the Convention in the State of the court second seised, unless the latter has exclusive jurisdiction under Article 4 or 12.

2. The court second seised shall decline jurisdiction as soon as it is presented with a judgment rendered by the court first seised that complies with the requirements for recognition or enforcement under the Convention.

3. Upon application of a party, the court second seised may proceed with the case if the plaintiff in the court first seised has failed to take the necessary steps to bring the proceedings to a decision on the merits or if that court has not rendered such a decision within a reasonable time.

4. The provisions of the preceding paragraphs apply to the court second seised even in a case where the jurisdiction of that court is based on the national law of that State in accordance with Article 17.

5. For the purpose of this Article, a court shall be deemed to be seised –

- a) when the document instituting the proceedings or an equivalent document is lodged with the court, or
- b) if such document has to be served before being lodged with the court, when it is received by the authority responsible for service or served on the defendant.

[As appropriate, universal time is applicable.]

6. Si, devant le tribunal premier saisi, l'action du demandeur tend à faire déclarer qu'il n'a pas d'obligation à l'égard du défendeur et que, devant le tribunal second saisi, a été intentée une action sur le fond,

- a) les dispositions des paragraphes 1 à 5 ne s'appliquent pas au tribunal second saisi, et
- b) le tribunal premier saisi suspend la procédure à la demande d'une partie s'il est à prévoir que le tribunal second saisi rendra une décision susceptible d'être reconnue en vertu de la Convention.

7. Cet article ne s'applique pas si le tribunal premier saisi, à la demande d'une partie, détermine que le tribunal saisi en second lieu est clairement plus approprié pour statuer sur le litige dans les conditions mentionnées à l'article 22.

Article 22 Circonstances exceptionnelles pour refuser d'exercer la compétence

1. Dans des circonstances exceptionnelles et lorsque sa compétence n'est pas fondée sur une clause exclusive d'élection de for valide en vertu de l'article 4, ou sur les articles 7, 8 ou 12, le tribunal saisi peut, à la requête d'une partie, suspendre la procédure si, en l'espèce, il est clairement inapproprié pour ce tribunal d'exercer sa compétence et que le tribunal d'un autre Etat ayant compétence est clairement plus approprié pour statuer sur le litige. Cette requête doit être présentée au plus tard au moment de la première défense au fond.

2. Le tribunal prend en considération, notamment:

- a) tout inconvénient qui en résulterait pour les parties, compte tenu de leur résidence habituelle;
- b) la nature et le lieu de situation des moyens de preuve, y compris les documents et les témoins, ainsi que les procédures pour leur obtention;
- c) les délais de prescription applicables;
- d) la possibilité d'obtenir la reconnaissance et l'exécution de toute décision au fond.

3. En décidant de suspendre la procédure, le tribunal ne procède à aucune discrimination fondée sur la nationalité ou la résidence habituelle des parties.

4. Lorsque le tribunal décide de surseoir à statuer en vertu du paragraphe premier, il peut exiger du défendeur qu'il dépose une caution suffisante pour satisfaire à toute décision au fond de l'autre tribunal. Toutefois, le tribunal doit exiger une telle caution si l'autre tribunal est compétent seulement en vertu de l'article 17, sauf si le défendeur établit qu'il existe suffisamment de biens dans l'Etat de cet autre tribunal ou dans un autre Etat où la décision serait susceptible d'être exécutée.

6. If in the action before the court first seised the plaintiff seeks a determination that it has no obligation to the defendant, and if an action seeking substantive relief is brought in the court second seised –

- a) the provisions of paragraphs 1 to 5 above shall not apply to the court second seised, and
- b) the court first seised shall suspend the proceedings at the request of a party if the court second seised is expected to render a decision capable of being recognised under the Convention.

7. This Article shall not apply if the court first seised, on application by a party, determines that the court second seised is clearly more appropriate to resolve the dispute, under the conditions specified in Article 22.

Article 22 Exceptional circumstances for declining jurisdiction

1. In exceptional circumstances, when the jurisdiction of the court seised is not founded on an exclusive choice of court agreement valid under Article 4, or on Article 7, 8 or 12, the court may, on application by a party, suspend its proceedings if in that case it is clearly inappropriate for that court to exercise jurisdiction and if a court of another State has jurisdiction and is clearly more appropriate to resolve the dispute. Such application must be made no later than at the time of the first defence on the merits.

2. The court shall take into account, in particular –

- a) any inconvenience to the parties in view of their habitual residence;
- b) the nature and location of the evidence, including documents and witnesses, and the procedures for obtaining such evidence;
- c) applicable limitation or prescription periods;
- d) the possibility of obtaining recognition and enforcement of any decision on the merits.

3. In deciding whether to suspend the proceedings, a court shall not discriminate on the basis of the nationality or habitual residence of the parties.

4. If the court decides to suspend its proceedings under paragraph 1, it may order the defendant to provide security sufficient to satisfy any decision of the other court on the merits. However, it shall make such an order if the other court has jurisdiction only under Article 17, unless the defendant establishes that sufficient assets exist in the State of that other court or in another State where the court's decision could be enforced.

5. Lorsque le tribunal a sursis à statuer en vertu du paragraphe premier,
- a) il renonce à exercer sa compétence si le tribunal de l'autre Etat se déclare compétent ou si le demandeur n'entame pas la procédure dans cet Etat, dans le délai déterminé par le tribunal, ou
 - b) il statue sur le litige si le tribunal de l'autre Etat renonce à exercer sa compétence.

CHAPITRE III - RECONNAISSANCE ET EXECUTION

Article 23 Définition du terme «jugement»

Aux fins de ce chapitre, le terme «jugement» comprend:

- a) toute décision rendue par un tribunal, quelle que soit la dénomination qui lui est donnée telle qu'arrêt ou ordonnance, ainsi que la fixation par le greffier du montant des frais du procès afférant à une décision susceptible d'être reconnue ou exécutée en vertu de la Convention;
- b) les décisions prononçant des mesures provisoires ou conservatoires conformément à l'article 13, paragraphe premier.

Article 24 Jugements exclus du chapitre III

Ce chapitre ne s'applique pas aux jugements fondés sur une compétence prévue par le droit national en vertu de l'article 17.

Article 25 Jugements reconnus ou exécutés

1. Un jugement fondé sur une compétence prévue aux articles 3 à 13 ou conforme à ces compétences est reconnu ou exécuté en vertu du présent chapitre.
2. Pour être reconnu, le jugement visé au paragraphe premier doit posséder l'autorité de la chose jugée dans l'Etat d'origine.
3. Pour être déclaré exécutoire, le jugement visé au paragraphe premier doit être exécutoire dans l'Etat d'origine.
4. Toutefois, la reconnaissance ou l'exécution peut être différée si le jugement fait l'objet d'un recours dans l'Etat d'origine ou si le délai pour exercer ce recours n'est pas expiré.

Article 26 Jugements qui ne peuvent être reconnus ou exécutés

Un jugement fondé sur une compétence non conforme aux articles 4, 5, 7, 8 ou 12, ou dont la mise en œuvre est interdite en vertu de l'article 18, ne peut pas être reconnu ni exécuté.

5. When the court has suspended its proceedings under paragraph 1,
- a) it shall decline to exercise jurisdiction if the court of the other State exercises jurisdiction, or if the plaintiff does not bring the proceedings in that State within the time specified by the court, or
 - b) it shall proceed with the case if the court of the other State decides not to exercise jurisdiction.

CHAPTER III - RECOGNITION AND ENFORCEMENT

Article 23 Definition of "judgment"

For the purposes of this Chapter, "judgment" means –

- a) any decision given by a court, whatever it may be called, including a decree or order, as well as the determination of costs or expenses by an officer of the court, provided that it relates to a decision which may be recognised or enforced under the Convention;
- b) decisions ordering provisional or protective measures in accordance with Article 13, paragraph 1.

Article 24 Judgments excluded from Chapter III

This Chapter shall not apply to judgments based on a ground of jurisdiction provided for by national law in accordance with Article 17.

Article 25 Judgments to be recognised or enforced

1. A judgment based on a ground of jurisdiction provided for in Articles 3 to 13, or which is consistent with any such ground, shall be recognised or enforced under this Chapter.
2. In order to be recognised, a judgment referred to in paragraph 1 must have the effect of *res judicata* in the State of origin.
3. In order to be enforceable, a judgment referred to in paragraph 1 must be enforceable in the State of origin.
4. However, recognition or enforcement may be postponed if the judgment is the subject of review in the State of origin or if the time limit for seeking a review has not expired.

Article 26 Judgments not to be recognised or enforced

A judgment based on a ground of jurisdiction which conflicts with Articles 4, 5, 7, 8 or 12, or whose application is prohibited by virtue of Article 18, shall not be recognised or enforced.

Article 27 Vérification de la compétence

1. Le tribunal requis vérifie la compétence du tribunal d'origine.
2. Lors de l'appréciation de la compétence du tribunal d'origine, le tribunal requis est lié par les constatations de fait sur lesquelles le tribunal d'origine a fondé sa compétence, à moins qu'il ne s'agisse d'un jugement par défaut.
3. La reconnaissance ou l'exécution d'un jugement ne peut être refusée au motif que le tribunal requis considère que le tribunal d'origine aurait dû refuser d'exercer sa compétence conformément à l'article 22.

Article 28 Motifs de refus de reconnaissance ou d'exécution

1. La reconnaissance ou l'exécution du jugement peut être refusée si:
 - a) un litige entre les mêmes parties et ayant le même objet est pendant devant un tribunal de l'Etat requis, premier saisi conformément à l'article 21;
 - b) le jugement est inconciliable avec un jugement rendu, soit dans l'Etat requis soit dans un autre Etat, pour autant qu'il soit, dans ce dernier cas, susceptible d'être reconnu ou exécuté dans l'Etat requis;
 - c) le jugement résulte d'une procédure incompatible avec les principes fondamentaux de procédure de l'Etat requis, y compris le droit de chaque partie d'être entendue par un tribunal impartial et indépendant;
 - d) l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent contenant les éléments essentiels de la demande n'a pas été notifié au défendeur en temps utile et de telle manière qu'il puisse se défendre;
 - e) le jugement résulte d'une fraude commise dans la procédure;
 - f) la reconnaissance ou l'exécution est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'Etat requis.
2. Sous réserve de ce qui est nécessaire pour l'application des dispositions de ce chapitre, le tribunal de l'Etat requis ne procède à aucune révision au fond du jugement rendu dans l'Etat d'origine.

Article 29 Pièces à produire

1. La partie qui invoque la reconnaissance ou qui demande l'exécution doit produire:
 - a) une copie complète et certifiée conforme du jugement;
 - b) s'il s'agit d'un jugement par défaut, l'original ou une copie certifiée conforme du document établissant que l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a été notifié à la partie défaillante;
 - c) tout document de nature à établir que le jugement possède l'autorité de la chose jugée dans l'Etat d'origine ou, le cas échéant, qu'il est exécutoire dans cet Etat;

Article 27 Verification of jurisdiction

1. The court addressed shall verify the jurisdiction of the court of origin.
2. In verifying the jurisdiction of the court of origin, the court addressed shall be bound by the findings of fact on which the court of origin based its jurisdiction, unless the judgment was given by default.
3. Recognition or enforcement of a judgment may not be refused on the ground that the court addressed considers that the court of origin should have declined jurisdiction in accordance with Article 22.

Article 28 Grounds for refusal of recognition or enforcement

1. Recognition or enforcement of a judgment may be refused if –
 - a) proceedings between the same parties and having the same subject matter are pending before a court of the State addressed, if first seised in accordance with Article 21;
 - b) the judgment is inconsistent with a judgment rendered, either in the State addressed or in another State, provided that in the latter case the judgment is capable of being recognised or enforced in the State addressed;
 - c) the judgment results from proceedings incompatible with fundamental principles of procedure of the State addressed, including the right of each party to be heard by an impartial and independent court;
 - d) the document which instituted the proceedings or an equivalent document, including the essential elements of the claim, was not notified to the defendant in sufficient time and in such a way as to enable him to arrange for his defence;
 - e) the judgment was obtained by fraud in connection with a matter of procedure;
 - f) recognition or enforcement would be manifestly incompatible with the public policy of the State addressed.

2. Without prejudice to such review as is necessary for the purpose of application of the provisions of this Chapter, there shall be no review of the merits of the judgment rendered by the court of origin.

Article 29 Documents to be produced

1. The party seeking recognition or applying for enforcement shall produce –
 - a) a complete and certified copy of the judgment;
 - b) if the judgment was rendered by default, the original or a certified copy of a document establishing that the document which instituted the proceedings or an equivalent document was notified to the defaulting party;
 - c) all documents required to establish that the judgment is *res judicata* in the State of origin or, as the case may be, is enforceable in that State;

d) si le tribunal requis l'exige, une traduction des documents mentionnés ci-dessus, établie par toute personne habilitée à cet effet.

2. Aucune légalisation ni formalité analogue ne peut être exigée.

3. Si le contenu du jugement ne permet pas au tribunal requis de vérifier que les conditions de ce chapitre sont remplies, ce tribunal peut exiger la production de tout autre document utile.

Article 30 Procédure

La procédure tendant à obtenir la reconnaissance, l'exequatur ou l'enregistrement aux fins d'exécution, ainsi que l'exécution du jugement, sont régies par le droit de l'Etat requis sauf si la Convention en dispose autrement. Le tribunal requis agira rapidement.

Article 31 Frais de procédure

Aucun dépôt ni caution, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être exigé pour garantir le paiement des frais et dépens à raison seulement de la possession par le requérant de la nationalité d'un autre Etat contractant ou de sa résidence habituelle dans un autre Etat contractant.

Article 32 Aide judiciaire

Les personnes physiques ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant sont admises au bénéfice de l'aide judiciaire pour les procédures de reconnaissance ou d'exécution dans les mêmes conditions que celles applicables aux personnes ayant leur résidence habituelle dans l'Etat requis.

Article 33 Dommages et intérêts

1. Dans la mesure où un jugement accorde des dommages et intérêts non compensatoires, en ce compris des dommages et intérêts exemplaires ou punitifs, il est reconnu au moins à concurrence du montant des dommages et intérêts similaires ou comparables qui auraient pu être accordés dans l'Etat requis.

2. a) Lorsque le débiteur convainc le tribunal requis, après que le créancier a eu la possibilité d'être entendu, que dans les circonstances en ce compris celles existant dans l'Etat d'origine, des dommages et intérêts manifestement excessifs ont été accordés, reconnaissance peut être donnée pour un montant inférieur.

b) En aucun cas, le tribunal requis ne peut reconnaître le jugement pour un montant inférieur à celui qui aurait pu être accordé par les tribunaux de l'Etat requis, dans les mêmes circonstances, en prenant en considération également celles existant dans l'Etat d'origine.

3. Pour l'application des paragraphes 1 et 2, le tribunal requis prend en considération le montant éventuellement accordé par le tribunal d'origine pour couvrir les frais et dépens du procès.

d) if the court addressed so requires, a translation of the documents referred to above, made by a person qualified to do so.

2. No legalisation or similar formality may be required.

3. If the terms of the judgment do not permit the court addressed to verify whether the conditions of this Chapter have been complied with, that court may require the production of any other necessary documents.

Article 30 Procedure

The procedure for recognition, declaration of enforceability or registration for enforcement, and the enforcement of the judgment, are governed by the law of the State addressed so far as the Convention does not provide otherwise. The court addressed shall act expeditiously.

Article 31 Costs of proceedings

No security, bond or deposit, however described, to guarantee the payment of costs or expenses shall be required by reason only that the applicant is a national of, or has its habitual residence in, another Contracting State.

Article 32 Legal aid

Natural persons habitually resident in a Contracting State shall be entitled, in proceedings for recognition or enforcement, to legal aid under the same conditions as apply to persons habitually resident in the requested State.

Article 33 Damages

1. In so far as a judgment awards non-compensatory, including exemplary or punitive, damages, it shall be recognised at least to the extent that similar or comparable damages could have been awarded in the State addressed.

2. a) Where the debtor, after proceedings in which the creditor has the opportunity to be heard, satisfies the court addressed that in the circumstances, including those existing in the State of origin, grossly excessive damages have been awarded, recognition may be limited to a lesser amount.

b) In no event shall the court addressed recognise the judgment in an amount less than that which could have been awarded in the State addressed in the same circumstances, including those existing in the State of origin.

3. In applying paragraph 1 or 2, the court addressed shall take into account whether and to what extent the damages awarded by the court of origin serve to cover costs and expenses relating to the proceedings.

Article 34 Divisibilité

Si le jugement statue sur plusieurs chefs de demande dissociables, la reconnaissance, l'exequatur ou l'enregistrement aux fins d'exécution, ainsi que l'exécution du jugement, peut être accordé pour l'un ou plusieurs d'entre eux.

Article 35 Actes authentiques

1. Chaque Etat contractant peut déclarer qu'il exécutera, sous réserve de réciprocité, les actes authentiques reçus et exécutoires dans un autre Etat contractant.

2. L'acte authentique doit avoir été établi par une autorité publique ou un délégataire de l'autorité publique et l'authentification doit porter non seulement sur la signature mais aussi sur le contenu de l'acte.

[3. Les dispositions concernant la reconnaissance et l'exécution figurant dans ce chapitre sont applicables, en tant que de besoin.]

Article 36 Transactions

Les transactions homologuées par un tribunal seront reconnues ou déclarées exécutoires ou enregistrées aux fins d'exécution dans l'Etat requis aux mêmes conditions que les jugements visés par la Convention pour autant que ces conditions leur sont applicables.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS GENERALES

Article 37 Rapport avec d'autres conventions

[voir annexe]

Article 38 Interprétation uniforme

1. Pour l'interprétation de la Convention, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application.

2. Les tribunaux de chaque Etat contractant tiennent dûment compte, lors de l'application et de l'interprétation de la Convention, de la jurisprudence des autres Etats contractants.

[*Article 39*

1. Sur invitation du Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé, chaque Etat contractant adresse périodiquement au Bureau Permanent toute décision pertinente rendue en application de la Convention et, le cas échéant, toute information utile.

2. Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé convoque périodiquement une Commission spéciale afin d'examiner le fonctionnement de la Convention.

Article 34 Severability

If the judgment contains elements which are severable, one or more of them may be separately recognised, declared enforceable, registered for enforcement, or enforced.

Article 35 Authentic instruments

1. Each Contracting State may declare that it will enforce, subject to reciprocity, authentic instruments formally drawn up or registered and enforceable in another Contracting State.

2. The authentic instrument must have been authenticated by a public authority or a delegate of a public authority and the authentication must relate to both the signature and the content of the document.

[3. The provisions concerning recognition and enforcement provided for in this Chapter shall apply as appropriate.]

Article 36 Settlements

Settlements to which a court has given its authority shall be recognised, declared enforceable or registered for enforcement in the State addressed under the same conditions as judgments falling within the Convention, so far as those conditions apply to settlements.

CHAPTER IV - GENERAL PROVISIONS

Article 37 Relationship with other conventions

[See annex]

Article 38 Uniform interpretation

1. In the interpretation of the Convention, regard is to be had to its international character and to the need to promote uniformity in its application.

2. The courts of each Contracting State shall, when applying and interpreting the Convention, take due account of the case law of other Contracting States.

[*Article 39*

1. Each Contracting State shall, at the request of the Secretary General of the Hague Conference on Private International Law, send to the Permanent Bureau at regular intervals copies of any significant decisions taken in applying the Convention and, as appropriate, other relevant information.

2. The Secretary General of the Hague Conference on Private International Law shall at regular intervals convene a Special Commission to review the operation of the Convention.

3. Cette Commission peut formuler des recommandations sur l'application ou l'interprétation de la Convention et faire la proposition de modifier ou de réviser celle-ci ou de la compléter par un protocole.]

[Article 40

1. A la demande conjointe des parties à un litige mettant en cause l'interprétation de la Convention ou à la demande d'un tribunal des Etats contractants, le Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé contribue à la mise en place d'un Comité d'experts chargé de formuler des recommandations à l'attention des parties ou du tribunal.

[2. Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé convoque, dans les meilleurs délais, une Commission spéciale chargée d'élaborer un Protocole facultatif contenant les règles relatives à la composition et au fonctionnement des Comités d'experts.].

Article 41 Clause fédérale

3. The Commission may make recommendations on the application or interpretation of the Convention and may propose modifications or revisions of the Convention or the addition of protocols.]

[Article 40

1. Upon a joint request of the parties to a dispute in which the interpretation of the Convention is at issue, or of a court of a Contracting State, the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law shall assist in the establishment of a committee of experts to make recommendations to such parties or such court.

[2. The Secretary General of the Hague Conference on Private International Law shall, as soon as possible, convene a Special Commission to draw up an optional protocol setting out rules governing the composition and procedures of the committee of experts.]]

Article 41 Federal clause

ANNEXE

Article 37 Rapport avec d'autres conventions

Première proposition

1. La Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels des Etats contractants sont ou seront Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la Convention, à moins qu'une déclaration contraire ne soit faite par les Etats liés par un tel instrument.
2. Toutefois, la Convention l'emporte sur de tels instruments dans la mesure où ceux-ci prévoient des fors non autorisés aux termes de l'article 18 de la Convention.
3. Les paragraphes précédents s'appliquent également aux lois uniformes reposant sur l'existence entre les Etats concernés de liens spéciaux, notamment de nature régionale, ainsi qu'aux instruments adoptés au sein d'une communauté d'Etats.

Deuxième proposition

1.
 - a) Dans cet article, la Convention de Bruxelles [révisée], le Règlement [sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale] de l'Union européenne, et la Convention de Lugano [révisée] seront désignés globalement comme «les instruments européens».
 - b) Un Etat partie à l'une ou l'autre de ces Conventions ou un Etat membre de l'Union européenne auquel le Règlement susmentionné s'applique seront globalement désignés comme «les Etats soumis aux instruments européens».
2. Sous réserve des alinéas suivants [de cet article], un Etat soumis aux instruments européens doit appliquer ces instruments et non la Convention, dès lors que ces instruments sont applicables conformément à leurs dispositions.
3. Sauf lorsque sont applicables les dispositions des instruments européens sur:
 - a) les compétences exclusives;
 - b) la prorogation volontaire de compétence;
 - c) la litispendance et la connexité;
 - d) les compétences protectrices des consommateurs ou des salariés;

un Etat soumis aux instruments européens doit appliquer les articles 3, 5 à 11, 14 à 16 et 18 de la Convention lorsque le défendeur n'a pas de domicile dans un Etat soumis aux instruments européens.

4. Même si le défendeur est domicilié dans un Etat soumis aux instruments européens, un tribunal d'un tel Etat doit appliquer:
 - a) l'article 4 de la Convention dès lors que le tribunal choisi ne relève pas d'un Etat soumis aux instruments européens,

ANNEX

Article 37 Relationship with other conventions

Proposal 1

1. The Convention does not affect any international instrument to which Contracting States are or become Parties and which contains provisions on matters governed by the Convention, unless a contrary declaration is made by the States Parties to such instrument.
2. However, the Convention prevails over such instruments to the extent that they provide for fora not authorized under the provisions of Article 18 of the Convention.
3. The preceding paragraphs also apply to uniform laws based on special ties of a regional or other nature between the States concerned and to instruments adopted by a community of States.

Proposal 2

1.
 - a) In this Article, the Brussels Convention [as amended], Regulation [...] of the European Union, and the Lugano Convention [as amended] shall be collectively referred to as “the European instruments”.
 - b) A State party to either of the above Conventions or a Member State of the European Union to which the above Regulation applies shall be collectively referred to as “European instrument States”.
2. Subject to the following provisions [of this Article], a European instrument State shall apply the European instruments, and not the Convention, whenever the European instruments are applicable according to their terms.
3. Except where the provisions of the European instruments on –
 - a) exclusive jurisdiction;
 - b) prorogation of jurisdiction;
 - c) *lis pendens* and related actions;
 - d) protective jurisdiction for consumers or employees;are applicable, a European instrument State shall apply Articles 3, 5 to 11, 14 to 16 and 18 of the Convention whenever the defendant is not domiciled in a European instrument State.
4. Even if the defendant is domiciled in a European instrument State, a court of such a State shall apply –
 - a) Article 4 of the Convention whenever the court chosen is not in a European instrument State;

- b) l'article 12 de la Convention dès lors que le tribunal auquel l'article 12 donne compétence exclusive ne relève pas d'un Etat soumis aux instruments européens,
- c) les articles 21 et 22 de la Convention dès lors que chaque fois que le tribunal au bénéfice duquel la procédure est suspendue ou la compétence déclinée ne relève pas d'un Etat soumis aux instruments européens.

Note : Un autre article sera nécessaire pour les relations entre la présente Convention et d'autres Conventions ou autres instruments.

Troisième proposition (disponible en anglais seulement)

5. Judgments of courts of a Contracting State to this Convention based on jurisdiction granted under the terms of a different international convention ("other Convention") shall be recognised and enforced in courts of Contracting States to this Convention which are also Contracting States to the other Convention. This provision shall not apply if, by reservation under Article ..., a Contracting State chooses –

- a) not to be governed by this provision, or
- b) not to be governed by this provision as to certain designated other conventions.

- b) Article 12 of the Convention whenever the court with exclusive jurisdiction under that provision is not in a European instrument State; and
- c) Articles 21 and 22 of this Convention whenever the court in whose favour the proceedings are stayed or jurisdiction is declined is not a court of a European instrument State.

Note: Another provision will be needed for other conventions and instruments.

Proposal 3

5. Judgments of courts of a Contracting State to this Convention based on jurisdiction granted under the terms of a different international convention ("other Convention") shall be recognised and enforced in courts of Contracting States to this Convention which are also Contracting States to the other Convention. This provision shall not apply if, by reservation under Article ..., a Contracting State chooses –

- a) not to be governed by this provision, or
- b) not to be governed by this provision as to certain designated other conventions.